

Manifesto

Economic

Freedom

Week

2025

BURUNDI **ECONOMIC** **SUMMIT**

THÈME

**ZLECAF, LEVIER
DE L'ÉMERGENCE
DU BURUNDI**



**BUJUMBURA
BURUNDI**

La ZLECAF, levier de l'émergence du Burundi

Centre For Development and Enterprises Great Lakes

Produit et Publié par Centre For Development and Enterprises Great
Lakes

Avenue Mutsinda, Kinindo, Commune Muha Bujumbura-Burundi

Boite Postale : 7188 Bujumbura-Burundi

Téléphone : + 257 + 257 22241575

Email : info@centrefordevelopmentgreatlakes.org

Site web: www.centrefordevelopmentgreatlakes.org

Un Think Tank (groupe de réflexion) au service de la liberté économique.

La mission du CDEGreat Lakes est de réduire les barrières de la prospérité et d'opportunité grâce aux principes d'une société libre et de marché libre au Burundi.

Le Contenu de ce document est la responsabilité de notre Think Tank, le Centre For Development and Enterprises Great Lakes.

La ZLECAF, levier de l'émergence du Burundi

Introduction

Pour le Burundi, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) représente une opportunité stratégique de transformation économique. Dans un contexte marqué par une économie encore largement agricole, peu industrialisée et confrontée à des contraintes d'enclavement, la ZLECAf peut servir de levier pour diversifier les sources de croissance, stimuler les échanges commerciaux, créer des emplois et renforcer la compétitivité nationale. À condition d'être abordée de manière proactive, cette dynamique continentale pourrait accompagner le pays vers une trajectoire d'émergence durable.

Lancée en 2021 par l'Union africaine, la ZLECAf est l'un des projets d'intégration les plus ambitieux du continent. Elle vise à établir un marché unique des biens et services, à faciliter la libre circulation des personnes et des capitaux, et à favoriser l'industrialisation africaine. Dans un monde de plus en plus interconnecté, l'intégration économique régionale apparaît ainsi comme un moteur essentiel du développement durable des nations africaines.

Ce document s'inscrit dans cette perspective. Il analyse le potentiel de la ZLECAf pour le Burundi, identifie les leviers à activer, les défis à relever, et les réformes à entreprendre pour que le pays puisse pleinement bénéficier de cette intégration régionale. Les recommandations formulées ici sont issues des réflexions et échanges tenus lors du **Burundi Economic Forum**, un cadre d'échange national réunissant décideurs publics, secteur privé, chercheurs, société civile et partenaires au

développement. L'objectif est de proposer des pistes concrètes et inclusives pour faire de la ZLECAf un véritable levier d'émergence pour le Burundi.

Propositions de réformes issues des échanges et débats

À l'attention du Gouvernement

- Renforcer l'attractivité du Burundi pour les investissements directs étrangers (IDE) en créant un environnement industriel compétitif, en valorisant les ressources minières et énergétiques, et en ciblant des secteurs clés comme l'agro-industrie, le transport, le numérique et le tourisme.
- Intégrer les chaînes de valeur continentales et mondiales en stimulant la compétitivité des entreprises locales, en promouvant l'innovation et la recherche, en modernisant les infrastructures, et en consolidant les partenariats public-privé.
- Tirer parti de la position géographique du Burundi pour devenir un carrefour logistique régional, à l'image de certains pays enclavés ayant réussi leur intégration économique, notamment à travers l'industrialisation et la mise en place de zones économiques spéciales.
- Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire en identifiant les secteurs présentant un avantage comparatif, et en adaptant les politiques publiques à ces domaines stratégiques.
- Adopter une diplomatie économique proactive et œuvrer à l'amélioration continue du climat des affaires pour renforcer l'image du pays auprès des investisseurs.
- Renforcer le droit de propriété par une réforme du cadre légal et réglementaire, afin de sécuriser les investissements locaux et étrangers.
- Optimiser la gouvernance économique en assurant un alignement stratégique entre compétences et responsabilités, car la confiance

des investisseurs repose sur la transparence et la prévisibilité des institutions.

- Réviser le cadre légal relatif aux investissements pour réduire les risques de rapatriement excessif des capitaux et garantir la sécurité des détenteurs de fonds.
- Diffuser des informations fiables sur la ZLECAf à travers des plateformes numériques accessibles à tous les acteurs économiques.
- Maîtriser les dépenses publiques afin de stabiliser les liquidités du Trésor et renforcer la soutenabilité budgétaire.
- Repenser la politique familiale en valorisant la famille comme acteur clé du développement économique et social.
- Valoriser le « Made in Burundi » en renforçant la visibilité des produits locaux sur les marchés régionaux et internationaux.
- Harmoniser les textes réglementaires avec les exigences de la ZLECAf tout en les adaptant au contexte spécifique du Burundi.
- Moderniser les laboratoires d'analyse et de certification pour répondre aux normes de qualité exigées sur les marchés régionaux et internationaux.
- Éliminer progressivement les barrières commerciales internes qui freinent l'exportation des produits agricoles.
- Réduire le taux directeur actuellement élevé, afin de faciliter l'accès au financement, en particulier pour les investissements agricoles.
- Mettre en place des incitations fiscales ciblées pour stimuler les investissements dans les filières agricoles à fort potentiel.
- Sécuriser les propriétés foncières à travers un processus d'enregistrement systématique et accessible.

À l'attention du Secteur privé

- Améliorer la qualité du capital humain en mettant en place des programmes de formation accélérée dans les métiers porteurs.
- Investir dans des secteurs à fort potentiel de croissance, notamment les unités de transformation agroalimentaire et l'industrie textile.
- S'engager dans des projets d'infrastructure à fort impact économique, comme la construction de chantiers navals, avec des feuilles de route claires et des mécanismes de suivi rigoureux.
- Renforcer l'industrie des services financiers en capitalisant les banques locales et en explorant des cadres juridiques souples, à travers des partenariats, collaborations ou fusions.
- Valoriser les terres agricoles sous-exploitées pour augmenter la production, notamment à travers des pratiques mécanisées et durables.
- Favoriser une agriculture de qualité, en promouvant des pratiques agricoles biologiques et durables, et en assurant leur vulgarisation à grande échelle.
- Accompagner le changement de mentalité en passant d'une agriculture de subsistance à une production orientée vers le marché et la compétitivité.

À l'attention des ONG et Organisations internationales

- Accompagner les entreprises burundaises dans leur insertion sur les marchés régionaux et continentaux, notamment en facilitant leur mise en conformité avec les exigences de la ZLECAf.
- Appuyer les efforts de sensibilisation et de vulgarisation des opportunités offertes par la ZLECAf auprès des acteurs économiques et institutionnels.

Conclusion

Les recommandations issues de ces échanges ne sont pas de simples propositions techniques ; elles portent la voix d'une volonté partagée de voir le Burundi prendre pleinement sa place dans la dynamique de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Elles expriment une ambition légitime ; celle d'un pays prêt à transformer ses défis en opportunités, à condition de se mobiliser autour d'une vision claire, cohérente et inclusive.

Nous plaidons pour une action concertée, urgente et structurée. Le gouvernement, le secteur privé, les chercheurs, les partenaires au développement, les organisations de la société civile et les institutions régionales doivent œuvrer main dans la main pour bâtir un environnement propice à l'investissement, à la production locale, à l'innovation et à l'ouverture sur les marchés continentaux.

La ZLECAf ne doit pas être perçue comme un cadre lointain réservé aux grandes économies du continent. Elle est une opportunité concrète pour le Burundi d'impulser une transformation structurelle, d'industrialiser son économie, de créer des emplois décents, d'améliorer la compétitivité de ses produits et de renforcer sa souveraineté économique.

Mais cette ambition ne se concrétisera pas sans engagement fort, sans leadership visionnaire, et sans mécanismes clairs de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation. Le moment est venu de traduire les intentions en actions, les idées en réformes, les opportunités en résultats tangibles pour la population burundaise.



ECONOMIC FREEDOM WEEK 2025



